

cette accumulation de puissance collective est l'Organisation même des Nations Unies. C'est la seule organisation internationale dont le caractère soit universel. Toutefois, cette universalité même en rend la valeur préventive moins grande qu'elle devrait l'être et en fait un instrument qui n'est pas très efficace à l'heure actuelle au point de vue de ce genre de puissance collective.

C'est un instrument qui peut être efficace et qui s'est révélé efficace en Corée; il pourrait d'ailleurs être plus efficace s'il s'appliquait à donner suite à la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies invitant les pays à s'unir pour la paix. Le fait est cependant que les Nations Unies, constituées comme elles le sont présentement et reflétant la guerre froide qui fait encore rage, ne peuvent être un instrument satisfaisant et efficace de sécurité collective universelle, du moins pas assez efficace pour dissiper nos craintes.

Nous nous sommes donc repliés sur une base régionale pour conjuguer cette puissance collective; toutefois, dans les circonstances, il s'agit d'une formule efficace qui, à la suite de mesures, groupe les États qui consentent volontiers à prendre des engagements fermes en vue d'une action collective.

En premier lieu, évidemment, il y a l'OTAN, ou Organisation du Traité de l'Atlantique-nord. Cette formule régionale de sécurité collective dont l'OTAN est un exemple, se fonde sur un double concept, en premier lieu, sur l'importance de la défense locale et, en second lieu, sur l'importance de la riposte surtout par la voie des airs, sur les centres nerveux de l'ennemi, au moyen de bases qui peuvent être très éloignées du point d'attaque. Ces deux concepts sont, évidemment, essentiels à l'efficacité de l'OTAN. M. Dulles lui-même, parlant de cette question il y a quelques jours lors d'une conférence de presse, et mentionnant la nécessité de la défense locale, mais aussi de son insuffisance dans les circonstances présentes, a déclaré:

Étant donné que le monde communiste soviéto-chinois compte 800 millions d'âmes, qu'il occupe une région centrale et dispose de vastes armées de terre, —il serait absolument impossible d'établir une défense suffisante tout autour de sa périphérie de 20,000 milles pour arrêter toute attaque à quelque endroit que l'ennemi puisse décider d'attaquer. De sorte qu'il nous faut trouver un moyen de compléter ce genre de défense locale sur le terrain.

Puis, il poursuit:

Or, cela ne signifie nullement qu'il nous faille supprimer totalement les armées de terre, mais plutôt qu'il ne faut pas compter d'abord sur elles car, étant donné la sorte de danger qui nous menace, il est impossible d'opposer à tous les endroits à l'ennemi éventuel le même nombre d'hommes, de canons et de chars de combat qu'il lancerait lui-même dans la mêlée.

[L'hon. M. Pearson.]

La défense sur le plan local, qui est importante, doit donc être complétée par cet autre concept des représailles. Cependant, si nous comptons trop sur ces représailles et si nous sous-estimons l'importance de la défense locale, bien des pays penseraient que cette attitude signifie qu'on considère certains pays comme sacrificables. Or, je doute qu'on puisse maintenir bien longtemps une coalition, l'OTAN même, de cette façon. Inévitablement on se réfugierait dans l'isolationisme. On tendrait à assurer ce qu'on a parfois appelé la sécurité continentale, en Amérique du Nord et,—ce qu'on oublie parfois,—en Europe.

Une telle sécurité, la sécurité continentale, est une illusion, car on reconnaîtra ici, je crois, qu'il ne peut y avoir de sécurité continentale sans sécurité collective. Et il ne peut y avoir de sécurité collective sans qu'on prenne des dispositions collectives en vue d'une action collective. Et aucune action de ce genre ne peut être efficace sans des consultations collectives étroites et continues.

Il y a donc, à mon avis, deux moyens de prévenir la guerre et nous devons savoir exactement à quoi nous en tenir à ce sujet. Nous comprenons sans doute beaucoup mieux en ce moment qu'il y a quelques semaines l'importance, la signification et je dirais même les limitations des représailles massives comme moyen d'éviter la guerre.

On a beaucoup parlé, depuis une semaine ou deux, au Canada, aux États-Unis et outremer, de cette nouvelle stratégie de défense ou nouveau concept de défense, qu'on appelle parfois "la nouvelle ligne". Dans le discours qu'il a prononcé il y a quelques semaines, le vice-président des États-Unis a aussi dit qu'il s'agissait d'une "nouvelle orientation". D'autre part, au cours de sa conférence de presse, la semaine dernière, le président Eisenhower a dit qu'il ne s'agissait pas du tout d'une "nouvelle doctrine".

Qu'il s'agisse ou non de quelque chose de nouveau, c'est extrêmement important. Selon les paroles de M. Dulles, il s'agit "de défense locale affirmée par une puissance mobile de prévention". C'est le refus de se sentir lié à une stratégie inflexible, à un programme déterminé, ce qui assure aux nations faisant partie de la coalition, espère-t-on, une plus grande liberté d'action.

Cette doctrine, ancienne ou nouvelle, quel que soit le qualificatif qu'on lui attribue, a fait l'objet d'une étude passablement détaillée, dans le discours que le secrétaire d'État des États-Unis a prononcé à New-York le 12 janvier. Il a confirmé son opinion à l'égard de cette stratégie à la conférence de presse qu'il a donnée à Washington le 17 mars, lorsqu'il a déclaré, comme l'atteste ses re-